Vendredi, Force Ouvrière tenait à la salle de la Filature son 44e Congrès départemental lors duquel Pierre Courrèges-Clercq à été reconduit pour trois ans dans ses fonctions de secrétaire général.

# Du pain sur la planche

C'est un moment fort pour FO que ce congrès qui se déroule tous les trois ans et qui renouvelle l'équipe de dirigeants. Le syndicat déclare avoir un peu plus de 2 000 adhérents, *« avec des adhésions en augmentations depuis trois ans »*, explique Pierre Courrèges-Clercq, le secrétaire départemental depuis 2013. *« C'est d'autant plus important qu'on nous répète sans cesse que les syndicats ne représentent plus personne »*. L'occasion aussi de faire le bilan des activités menées durant le mandat précédent. *« Nous nous sommes mobilisés lors des manifestations contre le pacte de responsabilité, contre la loi de sécurisation de l'emploi (ANI), la réforme des retraites et plus localement nous avons été mobilisés contre le PSE aux papeteries de Condat, à France tabac et à l'institut du tabac de Bergerac, contre la réforme des rythmes scolaires et les TAP et dans des EHPAD comme celui de la Coquille »*. Un secteur dans lequel FO devrait avoir du travail. *« Il y a beaucoup à faire en terme de respect de la loi. Les hôpitaux et EHPAD sont liés à l'ARS qui est contrainte à faire des économies en raison du pacte de responsabilité. Comme ils sont allés au bout du bout en terme d'économie, aujourd'hui ils s'attaquent au personnel. Mais il ne faudrait pas oublier que dans ces lieux ce sont des personnes que l'on accueille, pas des boites de conserves. Et malheureusement j'ai bien peur que ça ne s'arrange pas dans les trois années à venir »*.

Sur un plan plus global les syndicalistes sont inquiets des conséquences des lois Macron, Rebsamen et aussi de la loi NOTRE. *« Elle va faire de notre Région la plus grande de France avec tout ce que ça implique en terme d'inégalités d'accès aux services publics. Cette loi prévoit notamment de donner aux Régions la possibilité de modifier les missions des fonctionnaires à leur guise dans les centres de services publics qui sont prévus (1 000 en France dont 676 en cours de réalisation). Ainsi ils ne sauront plus pour qui ils travaillent et quelles seront leurs missions. Il y a aussi la possibilité de négocier au niveau régional les avancements de carrières et les augmentations on non de points d'indice »*.

**Pierre Courrèges-Clercq a été reconduit dans ses fonctions**

Autre sujet qui inquiète les syndicalistes, le fameux rapport Combrexelle qui prévoit d'en finir avec les négociations par branche. *« Ça va devenir très dur pour les salariés si cela ne se passe plus par branche car à ce moment là ce sera du chacun pour soi. C'est tout notre système qui est mis à mal avec la loi Rebsamen qui remet en cause la représentation du personnel et le rôle de CHSCT. Quant au rapport Mettling, il tend à ce que chacun devienne en quelque sorte son propre entrepreneur en prenant en charge sa couverture sociale et santé. Le patron ne paierait plus qu'une facture et non un salarié. C'est la fin du salariat »*.

Nationalement, FO a claqué la porte des négociations : *« nous ne pouvions faire autrement avec la double peine qui va être imposée aux retraités dès 2019 à savoir l'allongement de la durée de cotisations et la baisse des pensions »*, explique Michelle Biaggi, secrétaire confédérale FO. *« De plus, le gouvernement fait le tri entre les bons et les mauvais syndicats et là, nous disons attention. Le dialogue social devrait se faire entre les syndicats et le patronat. La pression commence à monter partout en France, il n'y avait pas eu de manifestation de policiers depuis 1983, avec en plus les gardiens de prisons : le gouvernement devrait se poser des questions. Quant à Air France dont le patron compare les salariés à des singes, ce ne serait plus 2 900 mais 5 000 postes que l'on prévoit de supprimer. Comment se fait-il que l'on fait tout pour encourager les compagnies low-cost et que l'on ne fait rien pour la compagnie nationale ? »*.

Pierre Courrèges-Clercq est âgé de 50 ans et travaille à la Poste en Sarladais, il explique à ce sujet, *« c'est l'entreprise qui a le plus bénéficié du CICE et on voit comment ça se traduit au niveau de l'emploi : des fermetures de bureaux de Poste »*. En fin d'après-midi une résolution devant servir de feuille de route pour les trois ans à venir devait être rédigée.

**PHILIPPE JOLIVET**